TENDANCES LOURDES DE LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE : CONVERGENCE OU DIVERGENCE ?

par Jean-Louis **Rastoin**[1]

Entre 1961 et 2007, les disponibilités alimentaires mondiales (au sens de la FAO) ont été multipliées par près de 3 en volume, tandis que la population doublait, ce qui s'est traduit par une augmentation des disponibilités moyennes par tête d'environ 30 %. La quantité de nourriture « disponible » par humain est passée de 500 kg à 650 kg par an. Cette progression s'est accompagnée de changements importants dans la composition de la diète. Ces évolutions peuvent être caractérisées du point de vue nutritionnel, technologique, économique et social. Selon ces paramètres, on note une nette convergence mondiale qui s'explique fondamentalement par l'uniformisation des modes de vie. Toutefois, au niveau plus fin du « panier de produits », l'alimentation reste fortement « territorialisée », avec des modèles de consommation encore marqués par les productions et les cultures locales et, au sein de chaque pays, par des différences entre groupes sociaux. On peut donc esquisser au moins trois scénarios prospectifs à long terme, l'un de tendance à la globalisation des systèmes alimentaires, l'autre de re-diversification et enfin un scénario hybride.

L'analyse des cinquante dernières années par **grands groupes de produits et nutriments** montre clairement que le monde, dans son ensemble, a amorcé une transition alimentaire qui se traduit par une stagnation de la consommation apparente de céréales en kg par tête entre 1961 et 2007 (+15 %), accompagnée d'une hausse importante des fruits et légumes (85 %), des viandes (+72 %), des huiles et graisses (+53 %), des boissons alcoolisées (+41 %) et modérée du sucre (+24 %) et des produits laitiers hors beurre (+17 %), et un recul sensible des légumineuses (-32 %). Les céréales, avec 153 kg/tête en 2007, restent la base de l'alimentation dans une large majorité de pays, mais accusent une diminution de 3 % depuis 1998. D'un point de vue nutritionnel, on enregistre simultanément une progression des apports caloriques (+20 %), protéiques (+21 %) et surtout lipidiques (+52 %), ces derniers expliquant la montée énergétique du régime alimentaire. Ces progressions concernent l'ensemble des continents (tableau 1).

Tableau 1 : Évolution 1967-2007 des disponibilités alimentaires/tête/jour

Continents	kcal totales	protéines (g)	matières grasses (g)
Asie	35 %	43 %	133 %
Amériques	21 %	16 %	41 %
Afrique	19 %	17 %	24 %
Europe	7 %	8 %	29 %
Océanie	5 %	5 %	25 %
Monde	20 %	21 %	52 %

Sources : calculs sur données Faostat, 11/2011

En raisonnant par sous-continent, on constate que les trois zones qui ont enregistré les hausses les plus fortes dans les 40 dernières années sont l'Asie de l'Est (+225 % en kcal), l'Afrique du Nord (+44 %) et

[1] Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, Montpellier SupAgro, Chaire Unesco en Alimentations du monde.

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2011. Séance du 7 décembre.

l'Asie du Sud-Est (+38 %). L'Afrique centrale est la seule région du monde à avoir enregistré une baisse (-14 %), s'expliquant par la chute des racines amylacées (-31 %).

En dehors de l'Afrique centrale (2 % de la population totale), on peut donc parler d'une convergence nutritionnelle mondiale « moyenne » par enrichissement des rations caloriques, protéiques et surtout lipidiques. Cette évolution s'accompagne d'une montée des pathologies d'origine alimentaire (notamment les maladies cardio-vasculaires et le diabète de type 2, ainsi que l'obésité). Dans le même temps, on observe, pour près de deux milliards de personnes dans le monde, de graves carences énergétiques, protéiques ou en oligoéléments. Les moyennes cachent donc d'importantes et très préoccupantes disparités.

Le lien entre alimentation et revenu est établi de longue date par la loi d'Engel : lorsque le revenu des ménages augmente, la part du budget des ménages consacrée aux dépenses alimentaires diminue. Ainsi, en 2005, dans le groupe des pays à faible PIB/tête, cette part avoisinait 50 %, dans le groupe intermédiaire 30 % et dans le groupe à haut revenu, 20 %. Au sein du budget alimentaire, les céréales occupent une proportion décroissante, ce qui confirme la transition alimentaire (tableau 2).

Tableau 2 : Revenu et consommation alimentaire

Niveau de PIB/tête, 2005	Part de l'alimentation dans le budget des ménages	Part des céréales dans les dépenses alimentaires
Faibles revenus (< 6380 USD)	48,5 %	23,3 %
Revenus intermédiaires (6380-19140 USD)	31,1 %	12,4 %
Hauts revenus (> 19140 USD)	20,4 %	8,6 %

Source : USDA d'après World Bank, 2005 ICP data

Cependant, dans tous les pays du monde et sur la longue période – à l'exception des années de récession – les dépenses alimentaires augmentent en valeur absolue du fait d'un effet-revenu et d'un effet prix. Ainsi, les dépenses de consommation alimentaire ont augmenté en volume de 7 % dans l'UE-27 entre 1996 et 2010. Ce tassement résulte du ralentissement de la croissance économique, mais aussi du positionnement global de l'UE dans la catégorie des pays riches pour lesquels le coefficient budgétaire alimentaire diminue (loi d'Engel). Ce phénomène se vérifie par la croissance de la demande alimentaire élevée chez les nouveaux pays-membres (Roumanie, +88 %, Pologne, +28 %) et moindre dans les pays fondateurs (France, +14 %, Italie, +5 %) (Eurostat, 2011). L'effet-prix résulte de la substitution de produits primaires par des produits de plus en plus élaborés par la transformation industrielle, l'incorporation de services (praticité et rapidité de consommation) et les emballages assurant la protection des aliments et leur marketing. Il en résulte que le partage de la valeur finale d'un produit alimentaire s'établissait en France, en 2005, de la façon suivante : 13 % pour les matières premières agricoles, 42 % pour l'industrie, 45 % pour les services (Rastoin et Ghersi, 2010). Cette répartition est sensiblement identique dans tous les pays développés où l'on constate que la croissance économique s'accompagne inexorablement d'une réduction de la part relative de l'agriculture, d'une hausse puis d'une stagnation de l'industrie et d'une progression importante des services.

Du point de vue économique, il y a donc également une convergence mondiale des modèles de consommation alimentaire (MCA).

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2011. Séance du 7 décembre.

Les paramètres sociaux-professionnels et culturels vont dans le même sens : l'uniformisation planétaire des modes de vie contribue puissamment à celle des MCA. Parmi les facteurs importants, on peut citer : la tertiarisation des économies (dans une majorité des pays du monde et pour plus de 40 % de la population active en 2005, l'emploi se trouvait dans le secteur des services, contre 34 % dans l'agriculture et 22 % dans l'industrie), l'urbanisation (plus de 50 % de la population mondiale depuis 2008), le travail féminin (41 % de la population active dans le monde, 44 % dans l'UE, 26 % en Afrique du Nord, en croissance rapide dans les pays émergents) (Banque mondiale, 2011). Un quatrième facteur, probablement plus important encore que les trois précédents, pousse à un véritable mimétisme transnational de la consommation : la diffusion planétaire d'une culture de masse par les vecteurs des technologies de l'information et de la communication (1/3 de la population mondiale, soit plus de 2 milliards de personnes sont connectées à Internet et 6 milliards d'abonnements au téléphone mobile sont actifs en 2011) (ITU, 2011). En 2010, les annonceurs de l'agroalimentaire ont investi près de 70 milliards de dollars en publicité dans le monde, ce qui fait de ce secteur le troisième derrière les détergents et cosmétiques et l'automobile. Ces dépenses, qui représentent de 3 à 15 % du prix des produits alimentaires, façonnent les comportements des consommateurs dans le monde entier et les orientent vers des produits globaux de marque.

Il résulte de cet ensemble de facteurs plusieurs conséquences majeures sur les MCA dans le sens de la convergence internationale :

- Le temps consacré à la préparation et à la prise des repas diminue (par exemple, les repas pris à domicile sont passés de 60 minutes en 1987 à 45 minutes en 2005 au Canada) (Turcotte, 2006). Ce phénomène se traduit par la forte croissance du marché des plats cuisinés et des produits de grignotage ;
- la structure des repas tend à se simplifier (plat unique) ;
- les repas sont de plus en plus individualisés et pris en solitaire ;
- la part de la restauration hors foyer (RHF) ne cesse d'augmenter, en grevant le budget des ménages puisque l'on considère que les aliments en RHF sont 2 à 3 fois plus chers en moyenne que pour une restauration à domicile (la RHF représentait 15 % en France et 30 % aux États-Unis de la dépense alimentaire totale en 1959 et respectivement 25 % et 50 % en 2009).

Du côté de l'offre, la spécialisation sur un petit nombre de grands produits de base a été induite par la concentration des bassins de production et les itinéraires techniques agricoles privilégiant la productivité à l'ha. En 2009, une dizaine de plantes (maïs, blé, riz, pommes de terre, manioc, soja, noix de palme, canne à sucre, tomates et bananes) et trois produits animaux (lait de vache, viande de porc, viande de volaille) assuraient environ les ¾ de l'offre alimentaire primaire en volume. Ces matières premières végétales ou animales ont fait l'objet de sélection pour augmenter les rendements et faciliter leur transformation industrielle et la création de produits hybrides végétal/animal directement consommables dont le *hamburger* ou la *pizza* sont devenus les archétypes largement internationalisés. Ceci, stimulé par l'essor rapide de la grande distribution dans les grandes villes des cinq continents, est venu renforcer la simplification et l'uniformisation mondiale de la diète explicitée ci-dessus par des facteurs inhérents à la dynamique de la demande : en Chine, le nombre de supermarchés a augmenté de 150 % entre 1999 et 2005 et celui des restaurants *fast food* de 125 % (Frazao *et al*., 2008). On est donc bien dans une approche de marché global fonctionnant par la rencontre entre un profil de demande et un potentiel productif.

Néanmoins, l'alimentation est une fonction de production et de consommation qui reste très spécifique et qui est marquée par une forte inertie liée aux croyances, à la culture et aux territoires. Il subsiste donc dans le monde des milliers de systèmes alimentaires locaux caractérisés par des paniers de produits et des pratiques culinaires et sociales différenciées (Fumey, 2008).

Pour capter ces micromarchés, tout en répondant à l'impératif de la compétitivité et de la rentabilité, le système agroindustriel a mis au point une technologie d'assemblage d'ingrédients permettant, sur une base identique de produits globaux, d'adapter ces produits aux clientèles locales à l'aide de colorants et arômes de synthèse associés à un packaging attractif, à l'image de la fabrication d'automobiles. Une segmentation marketing ciblée permet dès lors une extraordinaire diversité apparente de l'offre : on compte environ 20 000 références alimentaires dans un hypermarché en Europe occidentale. On se trouve ainsi dans une situation pour le moins paradoxale : l'aliment, qui est par nature un bien, devient, par l'arme de structuration massive du marketing, de plus en plus virtuel.

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2011. Séance du 7 décembre.

En conclusion, on peut avancer que de nombreuses forces sont à l'œuvre pour orienter le système alimentaire mondial sur le chemin de la production et de la consommation de masse d'aliments standardisés et globalisés, de bonne qualité sanitaire et à bas prix. Déjà plus de la moitié de l'humanité vit avec un tel système agroindustriel tertiarisé, piloté par la grande distribution, le marché et la technologie. Toutefois, il semble que l'on se situe à un point critique où de nouvelles orientations peuvent être prises. En effet, un premier choc a été enregistré en 1996 avec l'ESB qui a frappé le troupeau bovin en Europe, suivi d'autres épisodes de toxicité microbiologique ou chimique, jusqu'à la récente crise de l'*E. Coli* durant l'été 2011. A ces accidents sanitaires s'ajoutent en toile de fond la montée rapide et alarmante de l'obésité dans de nombreux pays et une critique sur les impacts négatifs du modèle agroindustriel en termes nutritionnels et environnementaux. Enfin le modèle économique est remis en cause de façon insistante depuis la crise économique et financière mondiale qui a débuté en 2007 et dont on ne voit pas une issue rapide : hausse violente des prix alimentaires, impact défavorable sur l'emploi, mode de gouvernance actionnarial hégémonique et souvent prédateur.

Ces événements sont propices à des changements, voire à une rupture de la trajectoire empruntée par le système alimentaire depuis les années 1950, comme le montre l'engouement des consommateurs pour les produits biologiques, les indications géographiques, les labels de commerce équitable, etc. Un système alimentaire alternatif de proximité, fondé sur la qualité organoleptique des produits, des filières de production plus courtes et plus « durables » facilitant une meilleure information sur les produits et leurs méthodes de fabrication, de nouveaux canaux de commercialisation, des réseaux d'entreprises agricoles et agroalimentaires à gouvernance familiale et partenariale, se met en place. Sa croissance est rapide dans les pays à haut revenu et il pourrait servir de base à une modernisation des systèmes alimentaires traditionnels des pays en voie de développement. Il se heurte cependant au mur de l'argent, c'est-à-dire du prix, qui reste le premier déterminant du comportement d'achat des biens alimentaires. Les conditions d'expansion future du modèle de proximité sont liées aux investissements en innovation technologique et organisationnelle et en formation professionnelle, mais aussi en éducation du consommateur, car le système alternatif suppose de reconstruire la relation de l'homme avec son alimentation. Le scénario le plus probable est donc la coexistence des modèles agroindustriels et de proximité. L'infléchissement des tendances dans un sens ou dans un autre, et notamment la diversification du modèle de consommation, dépendront des politiques alimentaires et agricoles à venir.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

(1) Banque Mondiale, World Bank, 2011. – http://databank.worldbank.org/ddp , 20 novembre 2011.
(2) Faostat, OAA Division de la Statistique, 2011. – http://faostat.fao.org/site/345/, 18 novembre 2011.
(3) BRADLEY JOHNSON, 2010. – Top 100 Global Advertisers See World of Opportunity : Markets Outside U.S. Capture 61% of Spending. New No. 3 Ad Market: China, *Advertising Age*, 6 december.
(4) FRAZÃO E., MEADE B., REGMI A., 2008. – Converging Patterns in Global Food Consumption and Food Delivery Systems, *Amber Waves, Feature*, USDA-ERS, Washington, 8 p.
(5) FUMEY G., 2008. – Géopolitique de l'alimentation, La petite bibliothèque des sciences humaines, Auxerre, 127 p.
(6) Insee, 2011, http://www.bdm.insee.fr/bdm2/ , 15nov2011.
(7) ITU, International Telecommunication Union, 2011. – http://www.itu.int/ITU-D/ict/statistics/ , 20 novembre 2011.
(8) RASTOIN J.L., GHERSI G., 2010. – Le système alimentaire mondial, Concepts et méthodes, analyses et dynamiques, Editions Quae, Paris : 581 p. Préface d'Olivier de Schutter, Rapporteur spécial des Nations-Unies sur le Droit à l'alimentation.
(9) TURCOTTE M., 2006. – Le temps passé en famille lors d'une journée de travail typique, de 1986 à 2005, Tendances sociales Canada, **11**(008), Statistique Canada, Ottawa, 1-13.

Copyright – Académie d'Agriculture de France – 2011. Séance du 7 décembre.